

## **Partie 1 Généralités**

### **1.1 TRAVAUX COUVERTS PAR LES DOCUMENTS DE CONTRAT**

- .1 Les travaux de ce contrat comprennent, mais ne sont pas limités, au décapage du roc et l'évacuation du roches et du béton projeté lâches et instables avec le boulonnage du roc dans les emplacements désignés le long de l'escarpement rocheux localisé au nord de la Cour Suprême du Canada (CSC), situé au 301 Rue Wellington, dans la Ville d'Ottawa, l'Ontario.

### **1.2 NORMES REQUISES**

- .1 Les matériaux doivent être nouveaux et les travaux doivent être conformes aux normes requises applicables du conseil de l'office des normes générales du Canada, l'association canadienne de normalisation, le code national du bâtiment du Canada 2010 (CNB); code national de prévention des incendies 2010 (CNPI) et tous les codes provinciaux et municipaux applicables. Dans le cas de conflit ou divergence l'exigence la plus stricte s'appliquera.

### **1.3 PLAN DE TRAVAIL**

- .1 Les travaux proposés comprennent le décapage manuel de l'escarpement entre des stations 0+000 à 0+135, de la crête de la paroi rocheuse au point le plus bas du roc exposée tel que indiqué dans le dessin C-1. Les sections spécifiques de roc fracturé doivent être décapées et des points d'appui doivent être installés selon une configuration/schéma spécifié pour soutenir les zones sensibles contenant le plus de roc fracturé et réduire la formation de nouvelles zones de roc instable. Les points d'appui exigent l'installation de boulons de roc avec stabilisateur à friction et des plaques de boulon de roc appropriées.
- .2 Les travaux exigent un niveau de base adéquat de décapage de roc et la prévention des éboulements de roc qui pourra assurer la sécurité des utilisateurs de la piste cyclable pendant les cinq (5) prochaines années, jusqu'à la mise en œuvre d'une solution plus permanente.
- .3 Les dessins C-1, C-2, C-3 et C-4 montrent les lieux de travaux proposés, les zones potentielles d'entreposage, les zones où les boulons de roc sont probablement exigés, etc.
- .4 Des mesures particulières doivent être prises au cours de décapage proposé du roc et les aspects d'enlèvement des roches instables pour protéger la végétation existante. L'émondage de petits arbustes et/ou des arbres sera permis seulement à l'approbation préalable de Représentant du Ministère. Toute la végétation élaguée doit être disposée hors-site.
- .5 Toutes les arbres désignés pour être protégés et toutes les structures existantes endommagées pendant la période de construction doivent être remplacés et/ou réparés, si possible, à la satisfaction du Représentant du Ministère, aux frais de l'Entrepreneur.
- .6 L'Entrepreneur doit fournir tous les équipements et les matériaux nécessaires (les équipements de soulèvement, les plates-formes, les marteau-piqueurs, les compresseurs, matériel d'entreposage, les chargeurs et les camions) pour entreprendre les travaux conformément à la Loi sur la santé et la sécurité au travail et fournir les certificats de formation pour tous les travailleurs et les superviseurs qui seront employés sur le projet.
- .7 Le décapage du roc doit être exécuté par le personnel certifié de l'Entrepreneur avec la formation appropriée. Les travailleurs doivent porter tous les équipements personnels protecteurs exigés pour entreprendre le travail d'une façon sécuritaire et ils doivent travailler conformément aux procédures de travail qui doivent être adressées et approuvées séparément par le superviseur de l'Entrepreneur avant l'exécution de leurs travaux. L'Entrepreneur doit fournir aussi toutes les barricades aux accès du public, les équipements de protection contre les chutes et les barrières qui

- peuvent être requises pour protéger les structures existantes et tous les arbres désignés et identifiés par le Représentant du Ministère.
- .8 Prendre les précautions contre les dommages causés par la chute des roches à la végétation, à la piste cyclable asphaltée et/ou contre le cheminement des roches roulant vers la rivière. Ces dommages doivent être minimisés par l'installation d'une barrière de protection en contre-plaqué ou des nattes et une lourde clôture à neige en plastique placée le long du bord de l'eau pour attraper les roches dévoyées. La clôture anti-érosion doit aussi être installée derrière la barrière de neige pour empêcher l'écoulement d'eau de surface chargée de sédiments d'entrer dans la rivière.

#### **1.4 CONTRAINTES DE TRAVAIL**

- .1 La séquence des travaux est la responsabilité de l'Entrepreneur sauf indication contraire. L'Entrepreneur doit identifier la séquence appropriée des travaux qui satisfait aux exigences de projet. Le programme de réalisation du projet doit être basé sur et approprié à l'ordre de travail développé par l'Entrepreneur.
- .2 Soumettre un programme de construction révisé avec les réponses aux avis des changements envisagés. Le programme doit indiquer les changements proposés aux échéances par rapport au contrat en vigueur à l'acceptation du changement et de l'émission d'un ordre de changement.
- .3 Soumettre avec le programme de construction, une liste de tous les dessins d'atelier et d'autres documents que l'Entrepreneur devrait soumettre. Coordonner chacun des documents et échantillons, à soumettre, avec le programme de construction pour l'examen, en temps convenable, correspondant à l'avancement de la construction.
- .4 Prendre toutes les mesures nécessaires pour compléter les travaux dans les délais du programme de construction.
- .5 Effectuer tous les travaux d'une façon continue jusqu'à l'achèvement. Compléter tous les travaux, tel que indiqué sur les dessins et décrit dans les spécifications.
- .6 Conduire des examens intermédiaires des travaux en cours tel que décidé par le Représentant du Ministère basé sur le calendrier et le calendrier mis à jour par l'Entrepreneur en accord avec le Représentant du Ministère. Au cas où le travail est en retard, l'action corrective doit être prise par l'Entrepreneur à la satisfaction du Représentant du Ministère pour ajuster le programme afin de respecter les dates d'achèvement.

#### **1.5 UTILISATION DES LOCAUX PAR L'ENTREPRENEUR**

- .1 Les accès au site, les limites des travaux et les aires d'entreposage doivent être tels que indiqués sur les dessins, ou tels que indiqués par le Représentant du Ministère.
- .2 Pour les accès par les routes publiques, prendre toutes les dispositions nécessaires, obtenir tous les permis exigés et limiter les activités aux routes et aux charges limites tels que exigés par les autorités ayant la juridiction.
- .3 La piste cyclable asphaltée est soumise aux restrictions de demi-charge appliquées sur les routes municipales et imposées par la ville d'Ottawa.
- .4 À l'achèvement des opérations, les conditions finales des travaux doivent être mieux que celles qui existaient avant le début des nouveaux travaux.
- .5 L'Entrepreneur est responsable de n'importe quel déneigement exigé dans la zone d'entreposage, dans les lieux de travail ou le long des chemins d'accès pour compléter le travail. Coopérer avec les activités de déneigement exécutées par d'autres, tel que exigé.

## **1.6 CHANGEMENTS, EXTENSIONS OU RÉPARATIONS DES PROPRIÉTÉS EXISTANTES**

- .1 Exécuter le travail avec la moins de gêne et de perturbation possibles aux activités relatives au bâtiment, l'utilisation normale et publique des locaux. S'organiser avec le Représentant du Ministère pour faciliter l'exécution de travail.
- .2 Faire attention, lors de l'exécution des travaux, et en entrant ou sortant du chantier, à ne endommager les services, routes, bâtiments et toutes autres structures existantes. Tous les dégâts affectant les propriétés ou des terrains doivent être réparés et/ou faits correctement tel que indiqué par le Représentant du Ministère aux frais de l'Entrepreneur.

## **1.7 SERVICES EXISTANTS**

- .1 Aviser le Représentant du Ministère et les entreprises de services collectifs d'interruption prévue des services et obtenir les permis requis.
- .2 Lorsque le travail implique l'interruption ou la connexion aux services existants, le Représentant du Ministère exige 48 heures de préavis pour l'interruption nécessaire des services mécaniques ou électriques au cours du travail. Minimiser la durée des interruptions. Effectuer le travail aux heures indiquées par les autorités dirigeantes avec un minimum de perturbation aux piétons.
- .3 Établir l'emplacement et l'étendue des lignes de service dans les aires de travail avant le début des travaux. Aviser le Représentant du Ministère des résultats/découvertes.
- .4 Soumettre le programme et obtenir l'approbation du Représentant du Ministère pour n'importe quel arrêt ou fermeture des services actifs ou les installations incluant les services de communications et d'énergie. Respecter le programme approuvé et fournir un avis montrant les parties affectées.
- .5 Où des services inconnus sont rencontrés, Aviser immédiatement le Représentant du Ministère et confirmer des découvertes par écrit.
- .6 Protéger, déplacer ou maintenir les services actifs existants. Quand des services inactifs sont rencontrés, obturer d'une façon approuvée par les autorités ayant la juridiction.
- .7 Enregistrer les emplacements des lignes de service maintenues, déviées et abandonnées.
- .8 Construire les barrières conformément à la section 01 56 00 – Ouvrages d'accès et de protection temporaire (Pièces jointes).

## **1.8 DOCUMENTS EXIGÉS**

- .1 Maintenir sur le site du chantier, une copie de chacun des documents suivants:
  - .1 Dessins de contrat.
  - .2 Spécifications.
  - .3 Addenda.
  - .4 Dessins d'ateliers révisés.
  - .5 Liste des dessins d'ateliers encours d'approbation.
  - .6 Changement de commandes.
  - .7 D'autres modifications au contrat.
  - .8 Rapports des essais sur chantier.
  - .9 Copie de programme des travaux Approuvé.
  - .10 Le Plan de santé et Sécurité et d'autres documents de sécurité annexes.

## **1.9 FAMILIARISATION AVEC LE SITE ET LES ASPECTS PHYSIQUES**

- .1 Inspecter le site du travail proposé et devenir informé, par des moyens adéquats, des conditions réelles du site et des exigences du travail, y compris les détails des conditions locales et les exigences générales et tous les autres facteurs qui peuvent affecter l'offre et la performance du travail incluant la protection de toute la végétation le long de la paroi rocheuse et à la base de l'escarpement. L'émondage de quelques petits arbustes sera permis pour faciliter l'enlèvement des roches mais tout l'effort devrait être fait pour réduire au minimum l'émondage et/ou l'enlèvement de végétation. Si des dégâts accidentels sont causés à un arbre, travailler avec le Représentant du Ministère pour correctement élaguer ou réparer la zone endommagée.
- .2 Tous les arbres et la végétation poussant directement sur la paroi de l'escarpement doivent être enlevés avec l'approbation du Représentant du Ministère.
- .3 L'Entrepreneur est responsable de la protection de tous les arbres désignés tel que l'exigence de protection des chutes de pierres/roches et équipements. Si endommagé, l'Entrepreneur est responsable du remplacement de ces arbres endommagés.
- .4 Examiner les rapports existants. Noter que l'altération de la paroi rocheuse est un processus évolutif et les conditions réelles au moment de l'offre et/ou la construction ne peuvent pas être exactement les mêmes telles qu'elles sont présentées dans les rapports géotechniques. Chaque Soumissionnaire formera son propre avis des conditions affectant les travaux à partir d'une inspection des documents disponibles et d'autres enquêtes comme il peut désirer les faire. Le Représentant du Ministère n'est pas responsable d'aucune déduction, interprétation ou conclusion déduite de la part le Soumissionnaire.
- .5 Si les conditions de site sont trouvées différentes de celles indiquées dans les documents du contrat, de tel façon que des changements peuvent être requises au travail, informer immédiatement le Représentant du Ministère de telles conditions et proposer des alternatives. Ne continuer pas le travail jusqu'à ce que les changements nécessaires aient été acceptés et convenus.
- .6 L'objectif de décapage du roc est d'obtenir une paroi verticale de l'escarpement à la fin des travaux de décapage semblable à celle actuelle et non une paroi inclinée de l'escarpement.

## **1.10 DANGERS**

- .1 Prendre conscience de tous les dangers potentiels sur le site et en particulier le risque de chutes des pierres/roches. La paroi rocheuse a été exposée à différents facteurs d'altération, qui ont abouti à la formation significative de roches et fragments de béton projeté instables sur la paroi rocheuse.
- .2 Soumettre une déclaration de la méthode proposée, dans un délai de 3 jours suivant l'obtention du contrat, pour effectuer le travail proposé d'une façon sécuritaire et particulièrement la méthode de protection des travailleurs contre les chutes de pierres/roches pendant la construction.

## **1.11 CODES ET NORMES**

- .1 Effectuer les travaux conformément à tous les règlements applicables, les codes et les normes standards.
- .2 Aviser immédiatement le Représentant du Ministère de n'importe quelle inspection effectuée par le Ministère du Travail et fournir les copies de n'importe quelles instructions ou ordres.
- .3 Rencontrer ou excéder les exigences des documents du contrat, les normes indiquées, les codes et les documents référencés.

## **1.12 RÉUNIONS DE PROJET**

- .1 Le Représentant du Ministère cédulera des réunions de projet hebdomadaire et assumera la responsabilité d'organiser les réunions et enregistrer et distribuer des minutes (les procès-verbaux)

## **1.13 PRÉPARATION DES TRAVAUX SUR LE SITE**

- .1 Placer et préserver les points de référence généraux.
- .2 Confirmer toutes les dimensions montrées sur les dessins sur chantier et aviser immédiatement le Représentant du Ministère de n'importe quelle contradiction ou écart.
- .3 Préparer, arranger, repérer tous les travaux en se référant à un point de référence établi avec le Représentant du Ministère et assumer toute la responsabilité des dimensions et des élévations mesurées en se basant sur cette référence.
- .4 Fournir et maintenir des piquets d'arpentage et d'autres marqueurs d'arpentage exigés pour le travail.
- .5 Assumer la responsabilité complète à, et exécuter le travail de disposition complet, par rapport aux lignes et aux élévations indiquées.

## **1.14 STATIONNEMENT**

- .1 Il n'y a aucun stationnement à l'Entrepreneur prévu sur place d'autre que dans les zones d'entreposage en haut et/ou à la base de la pente. Les véhicules doivent être remorqués loin au coût et la responsabilité du propriétaire.
- .2 Les places de stationnement existantes au sommet de l'escarpement, les aires de la Cour Suprême, ou ailleurs ne devraient jamais être entravées, ni occupées par des activités de construction.

## **1.15 COMMUNICATION**

- .1 Toutes les communications avec le grand public, sauf celles requises pour effectuer le travail, doivent être faites par le Représentant du Ministère, ou une agence désignée par le Représentant du Ministère.

## **1.16 FORMATION ET CERTIFICATION DES TRAVAILLEURS**

- .1 L'Entrepreneur doit utiliser le personnel certifié avec la formation appropriée.

## **1.17 TAXES**

- .1 Payer tous les taxes correctement prélevés conformément à la Loi (incluant le fédéral, provincial et municipal).

## **1.18 HONORAIRES, PERMIS ET CERTIFICATS**

- .1 Payer tous les frais et obtenir tous les permis. Fournir aux autorités les plans et les informations pour obtenir les certificats d'acceptation. Fournir les certificats d'inspection comme une preuve que le travail est conforme aux exigences des autorités ayant la juridiction.

## **1.19 EXIGENCES DE SÉCURITÉ INCENDIE**

- .1 Respecter le Code National de Bâtiment du Canada 2010 (CNB) pour la sécurité incendie dans la construction et le Code national de prévention des incendies du Canada 2010 (NFC) pour la

prévention des incendies, la lutte contre les incendies et la sécurité de vie dans les bâtiments en utilisation.

#### **1.20 MATÉRIAUX DANGEREUX**

- .1 Respecter les exigences du système d'information sur les matières dangereuse utilisées au travail (SIMDUT) quant à l'utilisation, la manipulation, le stockage et la disposition des matières dangereuses; et quant à étiquetage et la disposition des fiches de données sur la sécurité des matières (FDS).

#### **1.21 SOUDAGE ET COUPE**

- .1 Un permis de travail à chaud n'est pas exigé pour le travail extérieur.
- .2 L'Entrepreneur doit assigner un surveillant de feu quand des opérations de soudage ou de coupe sont effectuées dans des zones où des matériaux combustibles existent dans un rayon de 10m et qui peuvent être enflammés par conduction ou radiation.

#### **1.22 CONTRÔLE DE QUALITÉ SUR CHANTIER**

- .1 Effectuer le travail en utilisant des travailleurs autorisés qualifiés ou des apprentis conformément à l'Acte Provincial respectant la main-d'œuvre, la formation professionnelle et la qualification.
- .2 Permettre les employés qui se sont inscrits dans le programme d'apprentissage provincial pour exécuter des tâches spécifiques seulement sous la surveillance directe de travailleurs autorisés qualifiés.
- .3 Déterminer les activités et les tâches permises aux apprentis, en respectant et se basant sur le niveau de formation reçu et la démonstration de la capacité à exécuter des tâches spécifiques.

#### **1.23 LES SERVICES TEMPORAIRES**

- .1 L'Entrepreneur ne doit pas utiliser les services existants pour les travaux de construction. L'entrepreneur est responsable pour prendre les dispositions avec moyens alternatifs à ses propres frais.
- .2 Aviser le Représentant du Ministère et les entreprises de services collectifs de l'interruption prévue au moins 7 jours à l'avance; obtenir les permis requis.
- .3 Donner de préavis d'au moins 7 jours au Représentant du Ministère avant chaque interruption nécessaire de n'importe quel service mécanique ou électrique durant le déroulement des travaux. Réduire la durée de ces interruptions au minimum. Effectuer toutes les interruptions après les heures de travail normales des occupants, de préférence les week-ends.

#### **1.24 MATÉRIAUX ENLEVÉS**

- .1 Sauf indication contraire, les matériaux à enlever deviennent la propriété de l'Entrepreneur et doivent être sortis du site.

#### **1.25 PROTECTION**

- .1 Protéger les travaux adjacents de la propagation des poussières et des saletés au-delà des lieux de travail.
- .2 Protéger les travaux finis contre des dommages jusqu'à la reprise de contrôle.
- .3 Protéger les opérateurs et les autres utilisateurs du site de tous les dangers.

## **1.26 CLOTURES/BARRIERES**

- .1 Ériger une clôture temporaire autour des lieux de chantier.
- .2 Les barrières doivent être conformes aux exigences de la Loi sur la santé et la sécurité au travail et règlements - 2011 (LSST)
  - .1 Toute la zone de travail doit être enfermée avec des barrières de 1,8 m de haut avec un grillage soudé et avec une porte verrouillable à chaque extrémité de la piste cyclable pour l'accès et la sortie.
  - .2 Ériger des barrières de captage des roches temporaires en utilisant une nouvelle barrière à neige de 1.2 m de haut attachés à des poteaux en barre d'acier laminé "T", espacés d'une distance entre-axes de 1.2 m, tel que indiqué sur les dessins C-3 et C-4 pour empêcher les roches déviées de rebondir et/ou de rouler vers la rivière. Maintenir la barrière en bon état.
- .3 Garder le site clôturé en tout moment vis-à-vis du public. Enlever seulement une partie de barrière pour fournir l'ouverture pour faciliter l'accès au site, réduire au minimum la durée d'ouverture et fermer immédiatement après l'ouverture.
- .4 S'assurer que le site est entièrement fermé quand la main-d'œuvre n'est pas sur place.
- .5 Contrôler en continue les conditions des barrières et faire les réparations requises.

## **1.27 UTILISATION DU SITE ET DES INSTALLATIONS**

- .1 Exécuter le travail avec la moins de gêne et de perturbation possible à l'utilisation normale des locaux. Prendre les mesures avec le Représentant du Ministère pour faciliter le travail prévu.
- .2 Maintenir l'accès sur le site à la piste cyclable asphaltée en tout temps pour les véhicules de secours.
- .3 Maintenir les accès au site, aux piétons et aux véhicules, y compris des véhicules de secours.

## **1.28 INSTALLATIONS SANITAIRES**

- .1 Fournir les installations sanitaires temporaires pour la main-d'œuvre conformément aux règlements et des ordonnances applicables.
- .2 Afficher des notices et prendre ses précautions tel que exigé par les autorités de la santé publique locale. Garder les aires et les locaux dans de bonnes conditions d'hygiène.
- .3 L'emplacement des installations mobiles doivent être approuvées par le Représentant du Ministère sur place.

## **1.29 ESPACES DE STOCKAGE SUR LE SITE**

- .1 Le Représentant du Ministère assignera l'espace d'entreposage, qui doit être équipé et maintenu par l'Entrepreneur.
- .2 N'encombrer pas de façon non raisonnable le site avec des matériaux ou des équipements.
- .3 Déplacer les produits ou les équipements stockés, qui gênent les opérations de Représentant du Ministère ou d'autres entrepreneurs.
- .4 Obtenir et payer pour l'utilisation de lieux stockage supplémentaires ou lieux de travail nécessaires pour des opérations.

**1.30 COMBLER LES LACUNES ET SURFACE FINI**

- .1 Comblir les déficits/lacunes et s'assurer de la bonne finition des surfaces coupées, endommagées ou perturbées, à l'approbation du Représentant du Ministère. Utiliser les mêmes matières/matériaux, les couleurs, la finition et la texture des surfaces existantes

**1.31 EXAMEN**

- .1 Examiner le site et les conditions probables qui pourraient affecter les travaux et être familier et au courant de toutes les conditions existantes sur le site des travaux.

**1.32 SIGNALISATIONS**

- .1 Fournir des panneaux de signalisation d'utilisation courante sur place liés à la régulation de la circulation, les informations, les instructions, l'utilisation des équipements, les dispositifs de sécurité publique et etc., dans les deux langues officielles ou par l'utilisation de symboles graphiques généralement compris à l'approbation du Représentant du Ministère.
- .2 Toutes les signalisations hors-site seront fournies et érigé par le Représentant du Ministère.
- .3 Aucune publicité n'est permise sur ce projet.

**1.33 ACCÈS ET SORTIE**

- .1 Concevoir, construire et maintenir les "accès" et "sortie" temporaires aux lieux de travail, y compris l'escalier, les rampes ou les échelles, indépendantes des surfaces finies et conformément aux règlements municipaux, provinciaux pertinents et autres règlements appropriés.

**1.34 REGISTRES**

- .1 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, tenir les registres précis et exacte pour montrer les écarts faits par rapports aux dessins du contrat. Juste avant l'inspection du Représentant du Ministère pour l'émission du certificat définitif d'achèvement, fournir au Représentant du Ministère un (1) ensemble de copies blanches avec tous les écarts soigneusement notés et mis en évidence. Le Représentant du Ministère fournira deux ensembles de copies blanches propres à cette fin.
- .2 Les dessins doivent être mis à jour à la fin de chaque période des travaux.
  - .1 Les dessins doivent être soumis au Représentant du Ministère, pour examen, aux réunions de projet de construction régulièrement prévues.
  - .2 Conserver les dessins sur le site dans un endroit sec et propre.
- .3 Mettre les dessins à la disposition du Représentant du Ministère pour examen quand demandé.

**1.35 GARANTIES**

- .1 Avant l'achèvement des travaux, rassembler tous garanties du fabricant et les fournir au Représentant du Ministère.

**1.36 NETTOYAGE**

- .1 Au fur et à mesure de l'avancement des travaux, nettoyer les lieux des travaux. À la fin de chaque période de travail et plus souvent si demandé par le Représentant du Ministère, enlever les débris du site, empiler soigneusement les matériaux/matériel pour utilisation et nettoyer le site en générale.



- .2 A l'achèvement, enlevé la protection temporaire et les matériaux en surplus. Remédier aux défauts notés à cette étape.
- .3 Nettoyer les aires de travail, sous le contrat, à une condition approuvée par le Représentant du Ministère.

### **1.37 CONTRÔLE DES POUSSIÈRES**

- .1 Empêcher la propagation des poussières dans le but de protéger les travailleurs, les aires finies de travail et le public.

### **1.38 PÉRIODE DE MOBILISATION**

- .1 Mobiliser tous les équipements au site durant les deux semaines d'attribution du contrat sauf dans le cas où une date de mobilisation postérieure est indiquée et acceptée par le Représentant du Ministère.
- .2 La mobilisation peut être faite en avance de la fermeture permise de 14 jours de chemin cyclable; cependant il ne peut pas être fait pendant les temps d'utilisation achalandés du chemin cyclable (c'est-à-dire entre 7h00 9h00; 11h00 13h00; et, 15h00 18h00).

### **1.39 DÉMOBILISATION**

- .1 Démobiliser tous les équipements du site à l'achèvement substantiel de tous les travaux.
- .2 Laisser tous les lieux de travail dans des conditions propres et ordonnés.
- .3 Réparer n'importe quel dégât qui s'est produit sur le site à la satisfaction du Représentant du Ministère.
- .4 La démobilitation peut être faite après les 14 jours de fermeture permise de la piste cyclable; cependant elle ne peut pas être faite pendant les heures achalandées d'utilisation de la piste cyclable (c'est-à-dire entre 7h00 9h00; 11h00 13h00; et, 15h00 18h00).

### **1.40 VENTILATION DES COÛTS**

- .1 Avant la soumission de la première demande d'acompte, soumettre la ventilation détaillée des coûts pour le contrat en détail tel que adressé par le Représentant du Ministère et le montant du contrat. Après approbation par Représentant du Ministère, la ventilation des coûts devra être utilisée comme base des paiements échelonnés.

## **Partie 2 Produits**

### **2.1 SANS OBJECT**

- .1 Sans objet.

## **Partie 3 Exécution**

### **3.1 SANS OBJECT**

- .1 Sans objet.

**FIN DE SECTION**